

L'emploi journalistique belge à l'épreuve des mutations socio-économiques (2011-2025)

Article inédit, mis en ligne le 15 juin 2026

Manon Libert

Chargée de cours en Information et Communication à l'Université de Mons, elle consacre ses recherches à l'analyse des carrières et des conditions d'emploi et de travail des journalistes. Elle est membre de l'Institut Soci&ter (UMONS), du RESIC (ULB) et du Laboratoire des pratiques et des identités journalistiques (LaPIJ, ULB-UMONS).

manon.libert@umons.ac.be

Florence Le Cam

Professeure et chaire de journalisme à l'Université libre de Bruxelles, elle s'intéresse aux identités professionnelles journalistiques, à leur construction historique et à leurs ajustements aux transformations contemporaines. Elle est co-éditrice de la revue Sur le journalisme et membre du RESIC (ULB), du LaPIJ (ULB-UMONS) et d'Arènes (Université de Rennes).

florence.le.cam@ulb.be

Plan de l'article

Résumé et mots clés en français

Title, abstract and keywords in english

Titulo, resumen y palabras clave en espanol

Introduction

Des contraintes économiques structurelles aux stratégies d'ajustement et de développement des entreprises médiatiques

Quelles conséquences pour les journalistes et l'emploi dans les entreprises médiatiques depuis 2011 ?

Conclusion

Références bibliographiques

RÉSUMÉ

Cet article analyse la manière dont le marché de l'emploi des journalistes belges a été traversé et impacté par les mutations économiques et managériales des entreprises médiatiques sur une période de plus de dix ans (2011-début 2025). Ce texte revient d'abord sur les grandes évolutions économiques et managériales liées aux usages médiatiques, à la fragilisation des revenus publicitaires et à l'intensification de la concentration. Il analyse ensuite les effets de ces évolutions sur le marché de l'emploi journalistique autour de trois axes : 1) l'évolution de l'emploi du personnel et les restructurations dans les entreprises médiatiques belges depuis 2011 ; 2) la diversification des statuts d'emploi et l'insécurité professionnelle ; et enfin 3) le contexte de précarisation avec un focus sur les journalistes indépendants.

Mots clés

Socio-économie des médias, Journalistes, Emploi, Concentration médiatique, Belgique

TITLE

Belgian Journalism Employment in the Face of Socioeconomic Changes (2011-2025)

Abstract

This paper analyses how the Belgian journalism job market has been affected by economic and managerial changes in media companies over a period of more than ten years (2011-early 2025). It begins by reviewing the major economic and managerial developments related to media uses, the decline in advertising revenue and increased concentration. It then analyses the effects of these developments on the journalism job market in three areas: 1) changes in staff employment and restructuring in Belgian media companies since 2011; 2) the diversification of employment statuses and job insecurity; and finally, 3) the context of precariousness with a focus on freelance journalists.

Keywords

Media economics, Journalists, Employment, Media concentration, Belgium

TITULO

El empleo periodístico en Bélgica ante los cambios socioeconómicos (2011-2025)

Resumen

Este artículo analiza cómo el mercado laboral de los periodistas belgas se ha visto afectado por los cambios económicos y de gestión de las empresas de medios de comunicación durante un periodo de más de diez años (2011-principios de 2025). En primer lugar, el texto repasa los principales cambios económicos y de gestión relacionados con los usos de los medios de comunicación, la fragilización de los ingresos publicitarios y la intensificación de la concentración. A continuación, analiza los efectos de estos cambios en el mercado laboral periodístico en torno a tres aspectos : 1) la evolución del empleo del personal y las reestructuraciones en las empresas mediáticas belgas desde 2011 ; 2) la diversificación de los estatutos laborales y la inseguridad profesional; y, por último, 3) el contexto de precariedad, con especial atención a los periodistas independientes.

Palabras clave

Socioeconomía de los medios de comunicación, Periodistas, Empleo, Concentración mediática, Bélgica

INTRODUCTION

À l'aube des années 2000, la chercheuse Dominique Augey, faisant le point sur l'environnement économique des médias, posait ce constat concernant l'emploi et le travail en journalisme : malgré leur rôle central dans la production de l'information, les journalistes sont désormais « indéniablement fragilisés par l'intensité des contraintes économiques qui pèsent sur eux » (Augey, 2003 : 77). Elle pointait un ensemble de transformations économiques - l'intensification de la concurrence, la diminution des recettes publicitaires et du lectorat, les stratégies de diversification et d'internationalisation des entreprises médiatiques, etc. - qui contribuaient à faire des journalistes « les petits maillons au bout de la chaîne industrielle » (Augey, 2003).

Près de vingt-cinq ans plus tard, ce constat résonne avec une intensité encore plus vive. En Belgique, comme dans de nombreux autres pays, les médias ont connu une mutation rapide et structurelle. Celle-ci est marquée par la transition vers le numérique, par la transformation profonde des modes de consommation des médias (Sebbah *et al.*, 2020), par la remise en question du modèle économique fondé sur le double marché des annonceurs et des consommateurs (Sonnac, 2013), ainsi que par une concurrence majeure et une emprise des plateformes d'infomédiation, et notamment des GAFAM (Smyrnaioi, 2023). Les médias sont ainsi confrontés à de fortes difficultés économiques, qui s'inscrivent toutefois, en Belgique, dans un contexte spécifique. Le pays se caractérise par l'étroitesse de ses marchés médiatiques (belge francophone, néerlandophone et germanophone), par sa perméabilité linguistique et culturelle avec les pays voisins et par une grande complexité institutionnelle. Autant d'éléments qui tendent à exacerber ces contraintes déjà lourdes (Antoine et Heinderyckx, 2011; Antoine, 2016).

Le contexte de crise économique rencontré par les médias met régulièrement à la Une des conséquences sur le personnel journalistique. Aux États-Unis, les suivis réalisés par le Poynter Institute indiquaient déjà en 2021 la fusion de 21 journaux locaux, le licenciement d'au moins 1400 journalistes et la fermeture de près de 60 rédactions locales (Schiffrin *et al.*, 2021). En 2024, près de 4000 emplois journalistiques ont été supprimés en Grande-Bretagne et aux États-Unis (Tobitt, 2025).

En Belgique, la recherche met en évidence des insertions professionnelles compliquées pour les jeunes journalistes, marquées par une logique de flexibilité des emplois et des formes de précarité (Standaert, 2016), par des conditions de rémunération difficiles pour les journalistes indépendants (Libert *et al.*, 2023) et par un sentiment accru d'insécurité de l'emploi (Libert, 2021), dans la lignée des travaux internationaux (Reinardy *et al.*, 2021; Örnebring, 2018; Frisque, 2013). Si ces recherches apportent un éclairage précieux sur les conditions d'exercice du métier, elles s'inscrivent majoritairement dans le champ de la sociologie du journalisme et demeurent souvent centrées sur les trajectoires, les pratiques et les dynamiques identitaires du groupe professionnel. Rares sont celles qui articulent directement une analyse des conditions d'emploi avec une analyse macro des transformations économiques structurelles du secteur médiatique, et qui le font sur le temps long. Or, la fragilisation des emplois journalistiques ne peut être pleinement appréhendée sans être mise en lien direct avec les mutations des secteurs dans lesquels elle s'inscrit. Les travaux consacrés aux industries culturelles belges et, plus spécifiquement, aux enjeux socio-économiques des entreprises médiatiques, restent en effet peu nombreux et ne constituent pas à ce stade un sous-domaine structuré de la recherche académique en Belgique. L'une des difficultés à ce développement est notamment la faiblesse et la dispersion des données disponibles en Belgique, éclatées entre ses différents marchés.

Cet article se concentre précisément sur ces situations et vise à nourrir l'analyse et la

réflexion sur la manière dont les mutations économiques et managériales récentes des entreprises médiatiques transforment le marché de l'emploi des travailleurs médiatiques, et plus particulièrement des journalistes¹. Il porte sur les médias d'information traditionnels détenus par les principaux groupes médiatiques belges qui structurent la majorité du marché de l'emploi journalistique, sans minimiser pour autant l'existence d'une diversité d'acteurs de plus petite envergure et d'initiatives situées en marge de ces entreprises (Petit et Standaert, 2025). Notre analyse socio-économique (Lecrit *et al.*, 2025) sert une perspective centrée sur le marché de l'emploi, afin d'objectiver les dérégulations à l'œuvre et d'approfondir les discours et les données qui se concentrent sur la fragilisation des emplois (en termes de volume, mais aussi de flexibilité, de précarité) et sur les conséquences sur les journalistes.

Afin de saisir ces transformations dans leur dimension structurelle et longitudinale (sur une décennie, entre 2011 et le début de l'année 2025), l'article repose sur une diversité de sources : des données du Centre d'Information sur les Médias (CIM) sur la diffusion et les audiences des médias, des associations de journalistes professionnels (l'Association des journalistes professionnels - AJP- et la Vlaamse Vereniging van Journalisten - VVJ), des acteurs du monde publicitaire, les bilans des comptes annuels des entreprises déposés à la Banque nationale de Belgique, des rapports annuels publiés par les entreprises médiatiques, un corpus d'articles de presse permettant de documenter l'évolution socio-économique des médias, et un corpus reprenant la plupart des mensuels *Journalistes* édités par l'AJP entre 2011 et 2025. Ces données sont accessibles publiquement, à l'exception des données du CIM.

Cet article revient d'abord sur les grandes évolutions économiques et managériales du secteur médiatique belge au cours de la dernière décennie. Il analyse ensuite les effets de ces évolutions sur le marché de l'emploi journalistique autour de trois axes : 1) l'évolution de l'emploi du personnel et les restructurations dans les entreprises médiatiques belges depuis 2011 ; 2) la diversification des statuts d'emploi et l'insécurité professionnelle ; et enfin 3) le contexte de précarisation avec un focus sur les journalistes indépendants.

DES CONTRAINTES ÉCONOMIQUES STRUCTURELLES AUX STRATÉGIES D'AJUSTEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES MÉDIATIQUES

Cette première partie analyse les transformations économiques majeures du secteur médiatique belge, entre 2011 et 2025. Elle vise, tout d'abord, à cerner les contraintes économiques structurelles rencontrées par le secteur et présente, ensuite, les stratégies managériales mises en place par les grands groupes médiatiques pour y répondre et poursuivre leur développement. Elle pose ainsi le cadre dans lequel s'inscrivent les recompositions du marché de l'emploi journalistique développées par la suite.

Une forte accentuation des difficultés économiques structurelles

Les contraintes économiques auxquelles font face les médias belges ne sont pas nouvelles, mais elles se sont renforcées au cours de la décennie étudiée, contribuant à une fragilisation des emplois encore plus marquée au sein des entreprises médiatiques.

¹

La transformation profonde des modes de consommation des médias s’est accentuée au cours des dernières années. Dans son étude consacrée aux sources d’information des Belges, Cools (2023) pointe une diminution de l’intérêt pour l’information, une réduction du nombre de sources consultées, ainsi qu’un recours limité aux médias payants, largement supplantés par des sources d’information gratuites. Parmi les supports, c’est la presse imprimée qui est la plus durement touchée par la transformation des modes de consommation des publics, et cela en dépit d’une culture de lecture de la presse écrite bien établie en Belgique (Cools, 2022). Cette fragilisation se creuse depuis plusieurs décennies. Si en 2016, 4 Belges sur 10 disaient recourir à la presse imprimée en tant que source d’information, seuls 2 sur 10 l’indiquaient encore en 2023 (Cools, 2023 : 32). Nos résultats montrent une baisse continue de la diffusion de la presse quotidienne et périodique imprimée, payante et gratuite, sur l’ensemble de la période étudiée. La figure ci-dessous illustre ce mouvement pour la presse quotidienne payante.

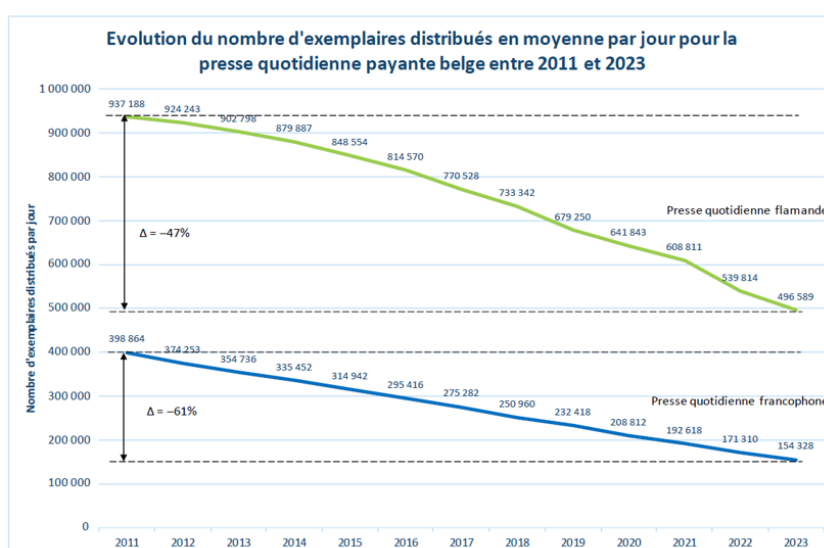


Figure 1. Évolution du nombre d’exemplaires distribués en moyenne par jour pour la presse quotidienne payante belge (CIM)

Cette diminution se marque tant en Flandre qu’en Belgique francophone, mais le recul est encore plus important sur ce dernier marché. Dans ce dernier, les titres dont le mode de distribution repose majoritairement sur les ventes au numéro, et non sur les abonnements, se sont avérés être les plus fragilisés, notamment durant la crise sanitaire. Ils ont connu une chute drastique (la vente au numéro des quotidiens belges francophones sous format papier a chuté de plus de 80 % sur la période étudiée). Quant à la vente par abonnement, nos données montrent que les abonnements numériques ont permis en partie de compenser la chute des abonnements papier, mais la diminution reste néanmoins marquée. Tous titres de presse confondus, les abonnements uniquement papier ont diminué de 42,34 % entre 2011 et 2023. En incluant les abonnements numériques et ceux combinant journal papier et contenus numériques, le nombre d’abonnements à des journaux quotidiens payants a baissé de 14,74 % au cours de la même période.

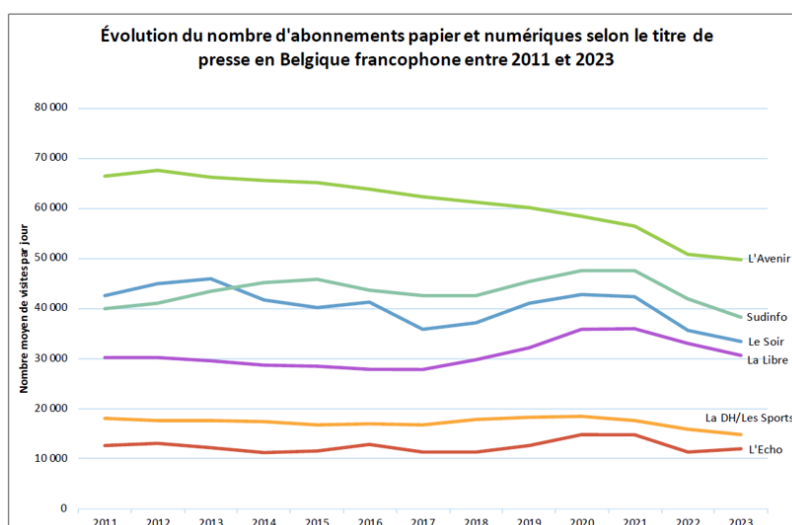


Figure 2 - Évolution du nombre d'abonnements papier et numériques selon le titre de presse en Belgique francophone entre 2011 et 2023 (source : CIM)

Le modèle économique de la presse est donc menacé, d'autant que les médias sont toujours très dépendants des recettes publicitaires. À titre d'exemple, en 2021, pour la Fédération Wallonie-Bruxelles, entre 40 et 45 % des revenus des médias audiovisuels et entre 25 et 30 % de ceux de la presse quotidienne provenaient de la publicité. Diverses données indiquent ainsi une fragilisation des médias traditionnels en raison de la diminution continue des recettes publicitaires, en lien avec le passage progressif des annonceurs vers les canaux digitaux, qui attirent, année après année, une part croissante des budgets publicitaires (Deloitte, 2021). Alors que la télévision demeure un média central pour les annonceurs, la presse écrite connaît une diminution constante des investissements publicitaires sur la période étudiée. La pandémie de la COVID-19 a mis en exergue la fragilisation des médias liée à leur dépendance aux revenus publicitaires, comme d'autres périodes de récession économique ont pu le faire auparavant (Picard, 2011). La presse gratuite est le secteur qui a été le plus durement impacté, étant donné que ses revenus dépendent exclusivement de la publicité. Elle a ainsi perdu plus de la moitié de ses recettes publicitaires entre 2019 et 2020 (Deloitte, 2021). En Flandre comme en Belgique francophone, plusieurs titres de la presse gratuite ont été contraints d'arrêter leur publication et ont aujourd'hui disparu du paysage médiatique, tel que le quotidien *Metro*, impactant de ce fait les emplois des rédactions.

Enfin, au cours de la période étudiée, certaines des pressions économiques qui ont pesé sur les entreprises médiatiques sont directement liées à des décisions politiques, le secteur médiatique étant fortement réglementé et régulé. En Belgique, les médias sont encadrés à différents niveaux institutionnels : les échelons communautaire, fédéral, mais également européen. Si l'État fédéral avait l'habitude de subsidier l'opérateur des postes en Belgique, bpost, pour la distribution des journaux et magazines, il a décidé en 2023 de mettre fin à cette concession presse. Côté francophone, un accord temporaire avec bpost avait été conclu pour assurer le service jusque fin 2025 (une période de transition a été négociée jusqu'en avril 2027), mais avec un surcoût pour les entreprises de presse, selon le groupe Rossel, de 20 %. En Flandre, l'accord a été conclu avec AMP, filiale de bpost (Sacré, 2024). L'enjeu renvoie au désengagement de l'État dans le soutien à la distribution des journaux et au coût que cela représenterait pour les éditeurs.

Par ailleurs, en Belgique francophone, la déclaration de politique communautaire de juillet 2024 du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a l'intention de mener des changements, profonds, pour l'entreprise de service public. Le gouvernement entend en ce sens réviser le décret de 1997 portant sur son statut afin notamment de recentrer la RTBF « sur ses missions de service public : l'information, la culture et l'éducation permanente » et a indiqué qu'il ne procédera pas à l'indexation de sa dotation durant toute la durée de la législature. Une seconde déclaration du gouvernement souhaite la division par deux du nombre de télévisions locales (Belga, 2024). Ces exemples illustrent que les médias restent fortement tributaires de l'incertitude ou de la volatilité des décisions politiques, au gré des coalitions politiques formant les gouvernements successifs.

Ces contraintes structurelles affectent la situation économique des entreprises médiatiques ; elles reconfigurent également leurs modes de gestion, leurs priorités stratégiques et, *in fine*, leurs pratiques et politiques d'emploi. En parallèle, le marché médiatique s'est fortement concentré sur la période.

Intensification de la concentration

Notre recherche souligne qu'entre 2011 et le début de l'année 2025, les marchés médiatiques belges ont été particulièrement mouvants. Ils le sont notamment du fait des grands acteurs médiatiques qui nourrissent un renforcement significatif des logiques et des stratégies de diversification (Bersipont, 2020) et de concentration (Sonnac, 2023 ; Smyrnaiois, 2023), via des rachats de médias, une diversification accrue dans d'autres marchés médiatiques et dans d'autres secteurs. Sans les réduire à une simple réaction aux défis actuels, ces stratégies leur donnent la possibilité d'augmenter leur chiffre d'affaires, de diversifier leurs sources de revenus, de diminuer la concurrence, de faire des économies d'échelle, de mettre en place des synergies, etc. Et pour des petits marchés, tels que ceux de la Belgique, de sortir d'un espace exigu afin de pouvoir se développer (Chambers, 2003).

Nos données confirment que les stratégies de développement déployées par les principaux groupes médiatiques belges ont effectivement atténué la fragilité économique de leurs médias, notamment durant la pandémie de la COVID-19 qui a eu un impact limité sur ces groupes, même si cela s'est marqué à des degrés variables. En 2020, au plus fort de la pandémie, presque tous ces groupes médiatiques ont ainsi enregistré des bénéfices (Figure 3).

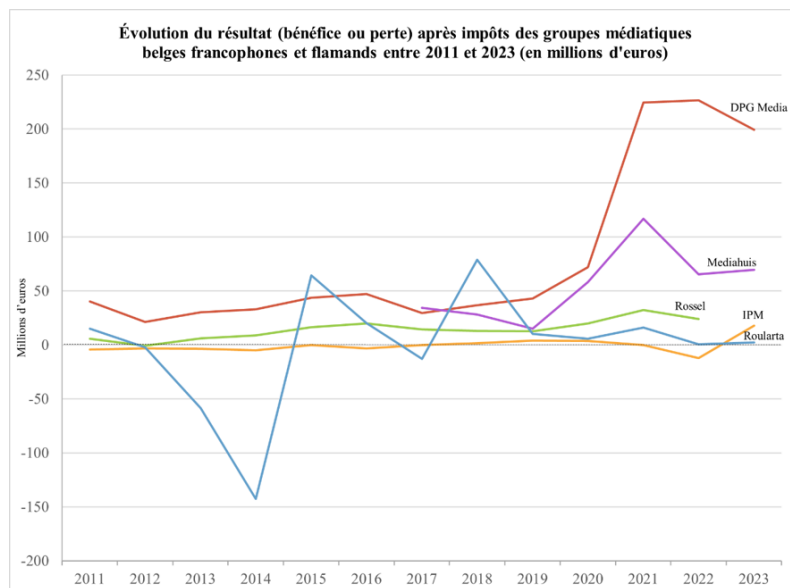


Figure 3. Évolution du résultat (bénéfice ou perte) après impôts des groupes médiatiques belges flamands et francophones. (Banque nationale de Belgique)

Depuis 2011, la concentration des marchés médiatiques belges s'est fortement accentuée, or elle a des conséquences importantes sur les emplois. En une décennie, des titres ont disparu (*Metro*, par exemple), d'autres ont fusionné (les Editions de l'Avenir, un groupe de presse locale a été racheté par IPM, un conglomérat multimédias), des chaînes ont été rachetées (*RTL Belgium* a été racheté par Rossel et DPG Media). En Flandre, le passage de la première chaîne de télévision privée *VTM* sous le contrôle exclusif du groupe DPG Media ou le partage entre Roularta et DPG Media des titres de presse périodique autrefois publiés par le groupe finlandais Sanoma sont des exemples marquants. Par ailleurs, le rachat partiel de la jeune chaîne d'information en continu *LN24*, auparavant chaîne privée autonome, par IPM témoigne également du renforcement de la concentration. Au-delà des acquisitions, la concentration s'est également renforcée au travers des fusions ou des alliances entre groupes médiatiques (Sonnac, 2023). Plusieurs organisations médiatiques ont ainsi choisi de s'associer sous diverses formes. À titre d'exemples, Corelio et Concentra se sont rassemblés en 2013 sous Mediahuis ou encore DPG Media et Rossel ont racheté ensemble *RTL Belgium*.

L'étroitesse du marché médiatique est un enjeu central en Belgique. Pour le Conseil Supérieur de l'audiovisuel belge (CSA, 2023), elle explique la concentration importante du marché, qui s'est très largement accentuée cette dernière décennie (d'autant qu'il n'existe pas en Belgique de dispositif juridique spécifique de lutte contre la concentration médiatique). Cette intensification soulève un enjeu lié au pluralisme de l'information (Smyrniakos, 2023). En 2023, le CSA, chargé d'évaluer les risques pour le pluralisme des médias en Fédération Wallonie-Bruxelles, identifiait le pluralisme du marché - dont la concentration est un indicateur clé -, comme étant « de loin le risque le plus important ». L'enjeu du pluralisme ne se situe pas uniquement dans la disparition de titres existants et donc du nombre de médias différents au sein du paysage médiatique, mais également dans la diversité des contenus. Or cette diversité est menacée par les synergies rédactionnelles mises en place au sein de ces groupes médiatiques (Hendrickx et Ranaivoson, 2021). Par ailleurs, une recherche flamande récente met en évidence que le renforcement de la concentration conduit les journaux à accorder une couverture médiatique plus importante aux marques appartenant au groupe propriétaire (Goyvaerts *et al*, 2026). Le second grand enjeu concerne les

conséquences de cette concentration accrue sur l'emploi des travailleurs médiatiques, dans la mesure où ces logiques réduisent le nombre d'employeurs et s'accompagnent régulièrement de plans d'économies.

QUELLES CONSÉQUENCES POUR LES JOURNALISTES ET L'EMPLOI DANS LES ENTREPRISES MÉDIATIQUES DEPUIS 2011 ?

Les résultats présentés ici visent à analyser l'impact de l'ensemble des facteurs décrits dans les pages précédentes sur l'emploi dans le secteur médiatique. Trois points d'attention plus spécifiques sont développés : 1) l'évolution de l'emploi du personnel et les restructurations dans les entreprises médiatiques belges depuis 2011 ; 2) la diversification des statuts d'emploi et l'insécurité professionnelle ; et enfin 3) le contexte de précarisation avec un focus sur les journalistes indépendants.

Évolution de l'emploi du personnel et restructurations dans les entreprises médiatiques

Les évolutions du personnel médiatique dépendent tant du secteur concerné que du marché linguistique. Les résultats qui suivent sont donc organisés selon les secteurs pour plus de facilité de lecture et surtout ne concernent que les acteurs majeurs du système médiatique belge. Par ailleurs, entre 2011 et 2024, plusieurs plans de restructuration ont été menés dans les entreprises médiatiques belges. Ces plans ont souvent eu des répercussions directes sur l'emploi des journalistes. La médiatisation de ces plans sociaux nous permet d'esquisser quelques raisons et arguments avancés par les entreprises pour expliquer leur mise en œuvre et de les croiser avec les données chiffrées plus générales.

Presse écrite

Les éditeurs de presse francophone enregistrent une baisse générale de leurs équivalents temps plein (ces ETP couvrent les journalistes mais également le reste du personnel salarié dont les fonctions administratives, techniques, commerciales, etc.) entre 2012 et 2023. Cette perte en personnel est plus conséquente chez les éditeurs appartenant à Rossel (Rossel & Cie, Sudmedia et Mass Transit Media) que ceux appartenant à IPM (IPM et, depuis 2021, les Editions de l'Avenir) ; les deux grands éditeurs actuels francophones. Rossel, l'éditeur de *Le Soir*, et Sudmedia, l'éditeur des quotidiens régionaux *Sudinfo*, comptent respectivement une diminution totale de 24,62 % et de 21,40 % entre 2012 et 2023. En 2011, Sudpresse annonce une « procédure Renault » reposant sur l'intention de se séparer de 35 personnes : « *Les motifs sont économiques : augmentation des coûts, baisse des recettes, détérioration de la rentabilité alors que l'entreprise doit investir dans de nouveaux outils* » (AJP, 2011, 14.12). *Le Soir* est touché par un plan de restructuration en décembre 2012 menaçant 35 emplois sur les 340 de l'époque de Rossel & Cie. Ce plan d'économies serait lié à une prévision de baisse des rentrées publicitaires et au fait de « *garantir aux actionnaires familiaux une rentabilité brute de l'ordre de 10 %* » (L.D., 12.2012). L'AJP indique alors qu'en moins de 4 ans, la rédaction du *Soir* a perdu 18 % de ses effectifs journalistiques ; 10 à 12 emplois de journalistes étaient alors menacés (L.D., 12.2012). Le tournant des années 2020 est marqué par une lutte des journalistes du *Soir* pour davantage d'équité dans l'octroi des jours de congé. Ces derniers obtiennent des acquis pour les jeunes journalistes, des promesses sur la baisse de la charge de travail et la désignation d'une personne chargée des RH (Simonis, 03.2021). Une restructuration s'enclenche chez Rossel en 2020, et touche notamment le groupe Sudpresse, menaçant une vingtaine d'emplois sur les 420 que le groupe comptait à

cette date (L’Echo, 11.2020).

En parallèle, IPM (*La DH* et *La Libre Belgique*) et Les Éditions de L’Avenir (*L’Avenir*) ont perdu 3,26 % et 4,52 % de leurs effectifs. L’un des groupes les plus exposés à ces mouvements de restructuration a été sans conteste, sur la période, le groupe L’Avenir. Vendu en 2007 par l’Évêché de Namur à Corelio (*De Standaard*, *Het Nieuwsblad*) (Royen, 10.2017), le groupe de journaux régionaux passe, en 2013, entre les mains de l’intercommunale Tecteo, qui a ensuite pris le nom de Publifin. Une restructuration importante des Éditions de l’Avenir a été entreprise, impliquant une réduction d’effectif de 50 personnes et entraînant un conflit social important. Le personnel a mis sur pied, en novembre 2019, une coopérative ouverte aux membres du personnel et du public, « Notre avenir ». Les Editions comptent alors à l’époque, avant l’annonce du plan de restructuration, 176 journalistes et 700 correspondantes et correspondants (Royen, 10.2017). En 2018, c’est au tour d’IPM de marquer son intérêt pour une reprise du groupe. Les Editions de l’Avenir rejoignent le groupe IPM en janvier 2021, après une suppression de 45 emplois en 2019 (Sacré, 09.2023). En 2022, de nouveau, un plan d’économies est annoncé en raison de l’augmentation considérée « démesurée » des coûts du papier, du personnel et de l’énergie. Un an plus tard, un nouveau plan est aussi annoncé concernant une vingtaine d’emplois en équivalent temps plein d’ici 2026. 13 départs sont prévus au sein d’une rédaction de 124 ETP (Sacré, 09.2023).

La seule exception à cette baisse des effectifs se situe du côté des fleurons de la presse économique. Les équivalents temps plein de Mediafin, l’éditeur de *L’Echo* et de *De Tijd*, ont augmenté de 35,93 %, passant de 210 ETP en 2012 à 284 en 2023. La figure 4 montre plus en détail l’évolution des ETP dans les entreprises de presse francophones et bilingues.

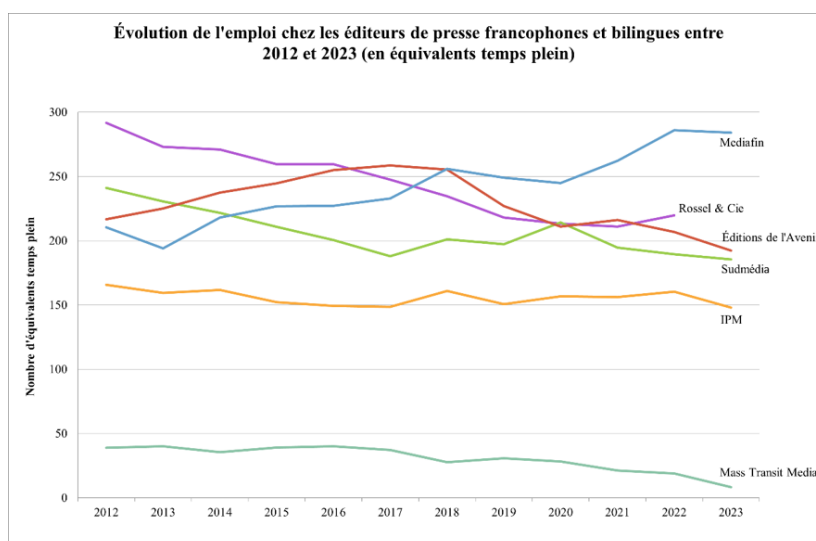


Figure 4- Évolution des équivalents temps plein chez les éditeurs de presse francophone et bilingues entre 2012 et 2023 (source : Banque nationale de Belgique)

En Flandre, les éditeurs de presse connaissent une situation inverse. Ils enregistrent tous, selon des degrés différents, une augmentation de leurs effectifs entre 2012 et 2023. Mediahuis, éditeur de *Gazet van Antwerpen*, *Het Belang van Limburg*, *Het Nieuwsblad* et *De Standaard*, enregistre la croissance la plus timide avec + 4,48 % d’effectif temps plein en 2023 par rapport à 2012. A l’occasion de la fusion entre les groupes flamands Corelio (*Het Nieuwsblad*, *De Standaard*) et Concentra (*Gazet van Antwerpen*, *Het Belang van Limburg*) au sein de la nouvelle société Mediahuis, un plan de restructuration est annoncé en 2013. 67 postes de journalistes devaient être supprimés, sans compter les indépendants, particulièrement nombreux au *Nieuwsblad*

et à la *Gazet van Antwerpen* (correspondants régionaux) » (Munster, 11.2013). Les titres de presse ne disparaissent pas à cette occasion, car le Conseil de la concurrence l'a empêché. Par contre, les synergies au niveau des moyens de production sont l'option privilégiée.

DPG Media a augmenté de 51,12% ses effectifs entre 2012 et 2023 et Roularta les a augmentés de 43,55 %. La figure 5 retrace l'évolution des équivalents temps plein pour ces trois éditeurs de presse.

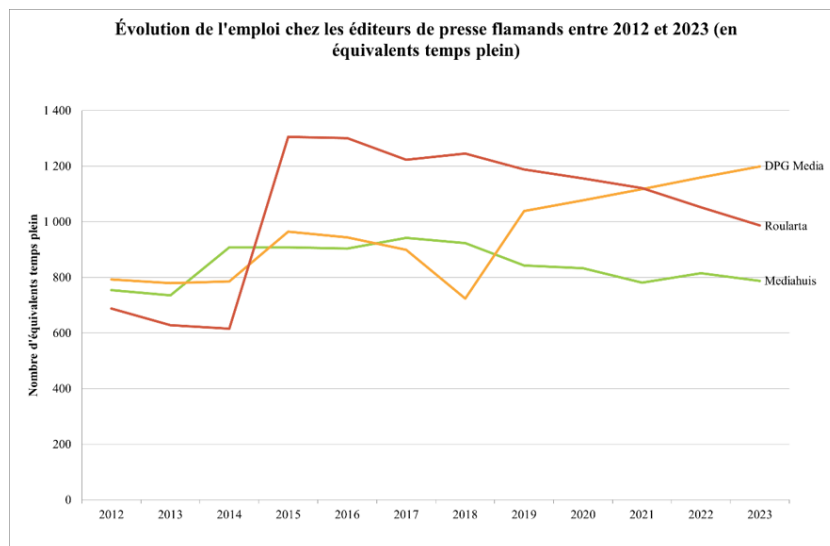


Figure 5 - Évolution des équivalents temps plein chez les éditeurs de presse flamands entre 2012 et 2023 (source : Banque nationale de Belgique)

Les éditeurs audiovisuels

Au cours de la période étudiée, les éditeurs audiovisuels publics enregistrent une baisse de leurs effectifs plus importante au nord qu'au sud du pays : - 28,32 % des ETP entre 2012 et 2023 pour la VRT contre - 13,61 % des ETP pour la RTBF. La figure 6 met en avant une diminution progressive des effectifs au fil des années.

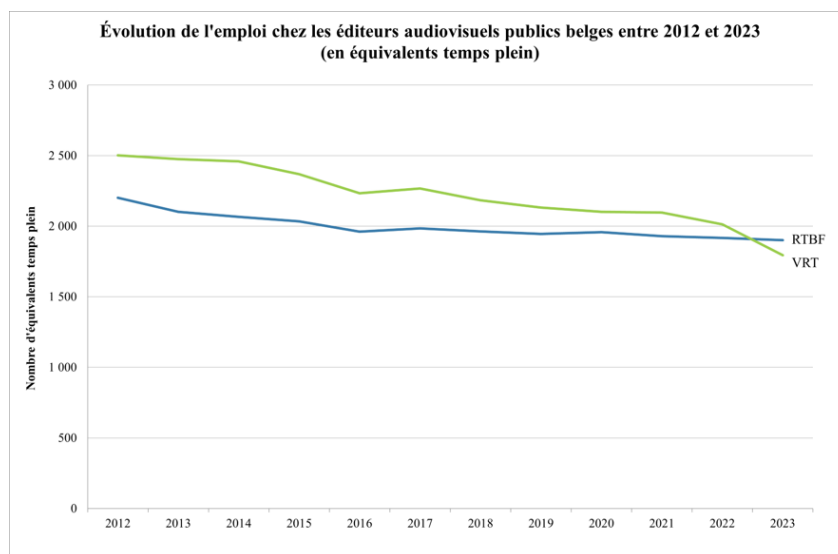


Figure 6 - Évolution des équivalents temps plein chez les éditeurs audiovisuels publics belges entre 2012 et 2023 (source : Banque nationale de Belgique)

Mis à part des diminutions plus importantes des ETP en 2013 (- 4,5 % par rapport à 2012) et 2016 (- 3,59 % par rapport à 2015), la RTBF conserve un nombre d'ETP relativement stable à travers les années. Sans prendre en compte les années 2013 et 2016, les variations oscillent entre - 2 % et + 1 % selon les années. La période de la COVID-19 n'a pas bousculé le nombre d'ETP au sein de la RTBF.

La VRT emploie un nombre d'ETP plus important que la RTBF, mais les effectifs de l'éditeur audiovisuel public flamand diminuent plus rapidement que ceux de son homologue francophone. Les ETP de la RTBF finissent par dépasser ceux de la VRT en 2023. Les années avec les diminutions les plus importantes de personnel sont 2016 et 2023 (- 5,70 % des ETP par rapport à 2015 et - 10,87 des ETP par rapport à 2022).

En ce qui concerne les éditeurs audiovisuels privés, le personnel s'est réduit chez RTL Belgium et Play Media durant la période étudiée tandis qu'il a cru chez DPG Media comme le montre la figure 7.

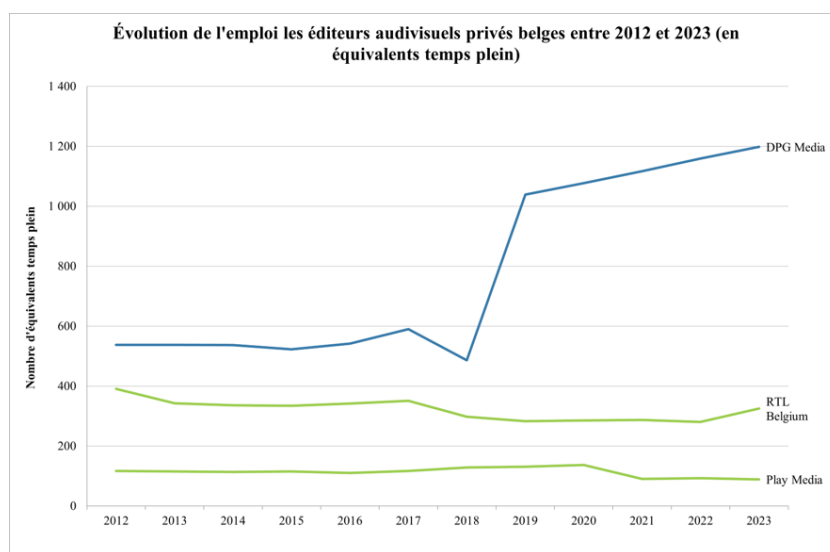


Figure 7 - Évolution des équivalents temps plein chez les éditeurs audiovisuels privés belges entre 2012 et 2023 (source : Banque nationale de Belgique)

DPG Media, propriétaire des chaînes *VTM* et de la radio *Q Music*, connaît un boom dans ses effectifs en 2019. Cette augmentation soudaine est due au retrait de Roularta de l'actionnariat de MediaLaan dont DPG Media était copropriétaire. Étant désormais l'unique propriétaire, DPG Media réunit son éditeur de presse, De Persgroep Publishing, et son éditeur audiovisuel, MediaLaan, sous la même enseigne du nom de DPG Media.

Pour RTL Belgium, les niveaux d'emploi varient peu. Deux années restent toutefois plus difficiles : 2012 et 2018. En 2012, 12,32 % des ETP disparaissent en un an (48,1 ETP). En 2018, en conséquence d'un plan de transformation (Vandevenne, 09.2017), RTL Belgium se sépare de 15,01 % de ses effectifs, soit 52,6 ETP. Contrairement à ces deux années, 2023 est plus fructueuse en termes d'emploi. RTL Belgium ajoute 44,9 ETP, soit une augmentation de 16 % par rapport à l'année précédente, c'est-à-dire la hausse la plus conséquente pour RTL Belgium entre 2012 et 2023. En septembre 2017, fuient dans la presse les premiers éléments du plan de transformation *Evolve* à RTL (après un autre plan déjà réalisé en 2012) (Clout, 03.2015). L'annonce évoque le chiffre de 105 licenciements sur un total à l'époque de 800 personnes (500 salariés et 300 indépendants (La Libre, 09.2017) - d'autres articles évoquent le chiffre de 600 personnes (Gautier, 10.2017)-. Au final, *Evolve* a mené à la suppression de 88 emplois sur les 105 annoncés (Bréban, 07.2021). En 2021, RTL Group annonce la vente de sa filiale belge pour un montant de 250 millions d'euros à Rossel

& Cie et à DPG Media.

Du côté des radios privées, la plupart des effectifs se sont renforcés au cours de la période étudiée. Ceux de *Nostalgie* FR et de *NRJ* ont augmenté d'environ 25 % (23,64 % pour *Nostalgie* et 25 % pour *NRJ*), ceux de *Fun Radio* et de *JOE FM* de quasiment 60 % (59,38 % pour *Fun Radio* et 58,33 pour *JOE FM*), ceux de *Nostalgie* FL grandissent de 70 % entre 2012 et 2023. Néanmoins, deux radios ont vu leur personnel se réduire durant cette période : *Bel RTL* et *Radio Contact*. Les deux radios de RTL Belgium enregistrent une perte totale de personnel de respectivement 20,92 % et 15,42 % entre 2012 et 2023. La figure 8 permet de visualiser l'évolution de ces radios privées belges.

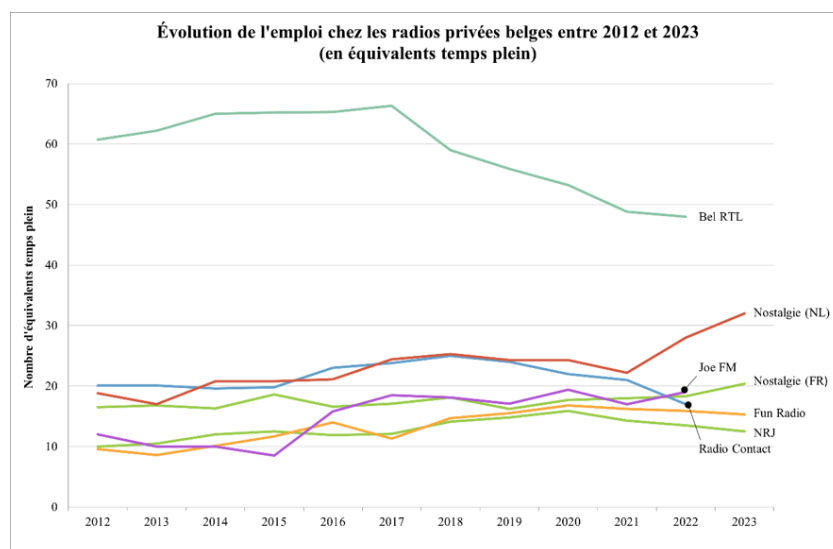


Figure 8 - Évolution des équivalents temps plein chez les radios privées belges entre 2012 et 2023 (source : Banque nationale de Belgique)

En l'espace d'une décennie, le personnel s'est réduit chez les éditeurs de presse francophone, les éditeurs audiovisuels publics et privés francophones et flamands (de manière différenciée en Flandre) tandis qu'il s'est accru dans les grands groupes médiatiques flamands. L'effet potentiel de la pandémie sur l'évolution du personnel dans les médias n'est pas vérifié. Aucune chute brutale ne peut lui être directement attribuée. Des diminutions d'ETP sont enregistrées avant et après la crise sanitaire, ce qui ne permet pas d'isoler cet événement conjoncturel des autres facteurs structurels. Toutefois, certaines publications, notamment dans la presse gratuite, ont cessé d'exister durant cette période ou peu de temps après. À cela s'ajoutent des plans de restructuration, souvent rapprochés dans le temps, qui se fondent sur des arguments divers : nécessité de converger pour augmenter sa performance, réponse proactive à un environnement économique incertain, ajustement pour augmenter les dividendes. Avec une conséquence : des pertes d'emplois associées à presque tous les plans. Pourtant, le nombre de journalistes membres de l'AJP reste globalement stable sur la décennie, ce qui pourrait être lié à une diversification de plus en plus importante des statuts d'emploi. Il n'en reste pas moins que ces transformations économiques ont des répercussions sur les conditions d'emploi et de travail des journalistes.

Diversification des statuts d'emploi et insécurité professionnelle

En Belgique, la majorité des journalistes exercent le métier sous statut salarié. En 2024, l'Association Générale des Journalistes professionnels de Belgique (AGJPB) comptait, parmi ses membres journalistes professionnels et stagiaires (jeunes journalistes ne pouvant pas encore attester de deux années complètes d'activité pour obtenir l'accréditation en tant que journaliste professionnel), trois quarts sous statut

salarié (75 %) et un quart sous statut indépendant (25 %). Concernant ces chiffres, deux premiers résultats peuvent être tirés. D'une part, le statut indépendant est surreprésenté dans le groupe professionnel journalistique, en comparaison avec la répartition des statuts d'emploi pour l'ensemble de la Belgique (parmi la tranche d'âge des 25-49 ans, tous secteurs confondus, notre pays comptait 10 % de personnes travaillant sous statut indépendant en 2023) (Statbel, 2024). D'autre part, la part de journalistes indépendants est en augmentation depuis de nombreuses années. En effet, en 1993, soit trente ans plus tôt, l'AGJPB en comptait environ 16 % de part et d'autre de la frontière linguistique (AGJPB, 07.2007) ; il y a un peu plus de dix ans, en 2013, on en comptait 22 %.

En outre, une part du groupe professionnel exerce également comme intérimaires ou sous contrat à durée déterminée. Le journalisme en Belgique connaît ainsi un renforcement de la diversification de ses statuts d'emploi et une augmentation des statuts dits « atypiques », comme c'est le cas dans de nombreux autres contextes nationaux (Örnebring, 2018 ; Frisque, 2013). Cette diversification des statuts d'emploi n'est pas spécifique au journalisme : elle touche de multiples secteurs professionnels et est profondément liée à l'affaiblissement du modèle salarial en cours depuis les années 1970, à l'individualisation des carrières et aux logiques croissantes de flexibilité au sein des entreprises (Givord, 2005). En ce qui concerne le journalisme, plusieurs recherches ont montré que le renforcement de cette diversification des statuts a entraîné la précarisation d'une part non négligeable de celles et ceux qui exercent le métier (Standaert, 2016). Les journalistes travaillant sous ces statuts touchent en effet des revenus nettement moins élevés que ceux travaillant sous statut salarié, ces derniers gagnant en moyenne un tiers de plus (le revenu moyen étant de 2651 euros nets par mois pour les salariés, pour 1936 euros pour les indépendants). Par ailleurs, il convient de noter que près d'un journaliste sur dix gagnent en moyenne moins de 1500 euros nets par mois (Libert *et al.*, 2023).

Par ailleurs, sur la période, les modalités de protection de l'emploi et des rémunérations ont subi de lourds revers. Aucun secteur n'est épargné. À titre d'exemple, même le service public est confronté aux nécessités de repenser l'emploi, mais aussi aux craintes du personnel. En 2013, un « Appel des pigistes à durée indéterminée à la direction de la RTBF » avait été publié (Dumont, 07.08.2014). En 2014, des négociations ont lieu pour « dépasser la précarité ». Les organisations syndicales dénoncent la multiplication de contrats à durée déterminée et de piges. Un accord sur la stabilisation des précaires intervient en juin 2014 qui devait permettre de limiter le quota total de CDD et pigistes à 12 %. En février 2019, des salariés se mettent en grève pour dénoncer le manque de personnel au sein de l'entreprise. Dans ce contexte, le personnel sous statut indépendant et les femmes journalistes constituent deux groupes encore plus à risque.

Un contexte de précarisation

L'analyse des numéros du mensuel *Journalistes* de l'Association des journalistes professionnels (AJP), publiés entre 2011 et 2024, donne la possibilité de documenter et de mieux percevoir les grandes difficultés rencontrées spécifiquement par les journalistes sous statut indépendant.

L'une des difficultés majeures concerne la précarité et les tarifs des piges. L'AJP a réalisé diverses enquêtes, notamment en 2015, 2019 et 2022 afin de pouvoir suivre cette problématique. Ces enquêtes ont permis de mettre en évidence la diversité des situations professionnelles sous statut indépendant : l'AJP soulignait que si certains journalistes sous ce statut gagnent bien leur vie, d'autres sont dans des situations dites de « faux indépendants » payés au forfait, d'autres à l'inverse ne trouvent que des piges ponctuelles ou doivent cumuler avec un travail salarié ou des indemnités de

chômage. Par ailleurs, les trois enquêtes se rejoignent sur un même constat : le tarif des piges pratiqué en presse quotidienne est généralement bas et n'a globalement pas évolué au cours des dernières années, malgré l'inflation et son impact sur le pouvoir d'achat. Un second aspect de la question de la rémunération des journalistes sous statut indépendant apparaît particulièrement sous tension : il s'agit de la question des droits d'auteur qui connaît une série de changements liés à des mesures fiscales au cours de la période étudiée. Ainsi, en 2012, les droits d'auteur voient leur taux d'imposition passer de 15 % à 25 %. Cette hausse n'a toutefois duré qu'un court laps de temps, en raison d'une action concertée portée par l'AGJPB et des sociétés d'auteurs et d'éditeurs qui a conduit le gouvernement à revenir sur cette décision concernant spécifiquement les droits d'auteur (Simonis, 12.2012). Fin de l'année 2022, une nouvelle réforme fiscale a eu un impact direct sur la rémunération des freelances, en venant diminuer la part des factures pouvant être considérée comme relevant des droits d'auteur. Il faudra attendre l'été 2024 pour que l'administration fiscale valide une demande de ruling (décision anticipée) portée conjointement par les éditeurs de presse quotidienne et l'AJP afin de permettre aux journalistes freelances travaillant pour ces éditeurs de revenir à un plafond de 50 % des factures pour les droits d'auteur. Cette mesure ne bénéficie toutefois pas à l'ensemble des journalistes freelance : elle vaut exclusivement pour les freelances prestant pour les éditeurs de presse quotidienne membres du collectif des éditeurs LA PRESSE.be. Un accord similaire a été obtenu en Flandre (J.T., 07.08.2024). Durant la période étudiée, les difficultés ont donc été nombreuses pour les journalistes travaillant sous statut indépendant et attestent d'une fragilité de ce statut. Dans leur Memorandum 2024 adressé aux responsables des partis politiques, l'AGJPB et l'AJP estimaient que « [...] sur les cinq dernières années, une centaine de ces professionnels freelances ont jeté le gant et quitté la profession ». Parmi ces journalistes qui quittent le métier, les femmes sont loin d'être épargnées (Le Cam *et al.*, 2022).

CONCLUSION

Cet article poursuivait l'objectif de nourrir l'analyse et les réflexions sur la manière dont les mutations économiques et managériales récentes des entreprises médiatiques belges transforment le marché de l'emploi des journalistes. En Belgique, les travaux consacrés aux enjeux économiques des entreprises médiatiques sont peu nombreux et, quand ils existent, ne se consacrent qu'à une partie du pays. Sur la dernière décennie, aucune recherche belge n'avait encore tenté d'articuler directement une analyse des conditions d'emploi des journalistes avec une perspective macro des transformations économiques structurelles du secteur médiatique traditionnel, et d'autant plus, sur le temps long et sur l'ensemble du pays. Sans minimiser les diversités des situations d'emploi dans les marges du journalisme traditionnel, et l'existence de médias hors des entreprises médiatiques mainstream (Petit et Standaert, 2025), cette analyse des mutations socio-économiques se concentre sur les acteurs majeurs des marchés médiatiques et de ce fait, les principaux employeurs. Notre étude permet d'éclaircir deux points centraux : d'une part, l'insertion du marché médiatique belge dans les logiques internationales qui touchent l'ensemble des industries culturelles et de façon plus large l'espace public (Smyrnaio, 2025), d'autre part, les spécificités nationales d'un marché défini notamment par son étroitesse, son dynamisme, et ses propriétés encore familiales.

Les marchés belges, comme ses voisins, sont traversés par des logiques capitalistiques de concentration et de convergence, qui mènent notamment à des stratégies cross-médias, par les effets de l'érosion des mannes publicitaires à destination des médias traditionnels et des modalités de paiement gratuites ou payantes mises en place auprès

des publics (Shim *et al.*, 2025), par la transformation des modes de consommation médiatique des publics, par la concurrence des réseaux socio-numériques (Sebbah *et al.*, 2020) et enfin, par une transformation que nous avons montrée ailleurs (Lecrit *et al.*, 2025) des aides à la presse. Cet ensemble d'éléments interroge évidemment le pluralisme de l'information et les conditions dans lesquelles l'information d'actualité est produite, en Belgique comme ailleurs. Nos données mettent toutefois en évidence des spécificités nationales, liées aux caractéristiques du secteur médiatique belge (l'étroitesse de ses marchés et sa perméabilité linguistique et culturelle avec les marchés voisins). La Belgique est devenue ces dernières années l'un des marchés médiatiques européens les plus concentrés, et constitue « un risque élevé » selon le Monitoring européen du pluralisme des médias (Imagine, 2025). Mais le marché reste encore concentré dans les mains de propriétaires dits familiaux, dont le cœur de métier reste, en général, les médias, avec un système audiovisuel public et une fédération de télévisions locales importants. Enfin, la structure même de la Belgique lui confère son originalité, puisque trois sous-marchés médiatiques sont présents, relativement opaques les uns vis-à-vis des autres pour les publics, mais en recherche constante de convergence économique.

Nos résultats permettent, d'autre part, de documenter la manière dont l'emploi journalistique s'est fragilisé au cours de la dernière décennie sous l'effet de l'intensification des contraintes économiques structurelles. Le suivi des équivalents temps plein au sein des entreprises médiatiques met en évidence une diminution des emplois pour une grande partie des acteurs étudiés, à l'exception des grands groupes privés flamands et d'une large part des radios privées. Ces diminutions sont souvent liées à des plans de restructuration. La diminution des emplois journalistiques est une tendance qui se confirme dans de nombreux pays (Reinardy *et al.*, 2021), or certaines études ont montré que pour la majorité des journalistes licenciés, la perte de leur emploi a marqué leur départ de la profession ou leur passage d'une situation professionnelle stable et à temps plein à des formes d'emploi plus précaires et moins sûres (Zion *et al.*, 2016). Le sentiment d'insécurité professionnelle augmente au sein du groupe professionnel en Belgique, d'autant plus que certaines publications ont cessé d'exister entraînant des changements importants pour les emplois de son personnel.

Nos résultats soulignent également une diversification importante des statuts professionnels et une précarisation continue des formes d'emploi (Örnebring, 2018). Si les contrats à durée indéterminée restent majoritaires, la proportion de journalistes indépendants ou temporaires dans le groupe professionnel est en augmentation tout au long de la période étudiée. Les journalistes exerçant sous le statut d'indépendants sont davantage exposés à des situations professionnelles précaires. La rémunération des journalistes indépendants a d'ailleurs été régulièrement mise sous tension au cours de la période étudiée, en raison des changements qui ont impacté la rémunération sous forme de droits d'auteurs.

L'intensification de la concentration et la fragilisation des emplois, observées sur le temps long, se sont renforcées à la fin de l'année 2025 et au début de 2026, juste après la période couverte par notre étude. Le secteur médiatique belge francophone connaît en effet une accélération des mouvements et difficultés identifiés dans cet article. Les deux principaux groupes propriétaires des titres de presse quotidienne en Belgique francophone, Rossel et IPM, ont annoncé s'être accordés sur un protocole de fusion, qui doit encore être validé par l'Autorité belge de la concurrence (Petit, 12-2025). Par ailleurs, plusieurs emplois ont été supprimés au sein de la chaîne d'information en continu *LN24* et dans les télévisions locales *BX1* et *TV LUX*.

NOTES

¹ Ce travail de recherche est soutenu par le Fonds National de la recherche scientifique (FNRS) grâce à l'obtention par les autrices d'un projet de recherche financé pour deux ans- PDR- (T013122F). Le projet général a été mené avec Nina Lecrit et Rémy Bersipont et a reçu le soutien de François Heinderyckx. Voir le rapport Evolution des médias belges d'information 2011-2025. Perspective socio-économique (2025). Nous les remercions.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Antoine, Frédéric (2016), « The newspaper industry in South Belgium: weaknesses and strategies » (p. 26-33), in De Bens, Els; Raeymaeckers, Karin (dir.), *The future of the Belgium's Press*, Re-Bel (e-book), 19.
- Antoine, Frédéric ; Heinderyckx, François (2011), *État des lieux des médias d'information en Belgique francophone*, Bruxelles : Parlement de la Communauté française de Belgique Wallonie-Bruxelles.
- Augey, Dominique (2003), « Les journalistes : petits maillons au bout de la chaîne industrielle », *Hermès, La Revue*, vol. 1, n° 35, p.73-79.
- Bersipont, Rémy (2020), « La diversification des groupes de presse écrite quotidienne payante situés dans le petit marché belge francophone (2000-2019) », *Les Cahiers du journalisme*, 2, p. 19-36. doi : 10.31188/CaJsm.2(5).2020.
- Cagé, Julie (2022), *Pour une télé libre: Contre Bolloré*, Paris : Seuil.
- Cagé, Julie (2015), *Sauver les médias. Capitalisme, financement participatif et démocratie : Capitalisme, financement participatif et démocratie*, Paris : Média Diffusion.
- Chambers, Todd (2003), « Structural changes in small media markets », *The journal of media economics*, 16(1), p. 41-59.
- Cools, Bernard (2023), « Les sources d'information des Belges : usages, attitudes, questionnements », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 25832584(18), p. 1-56.
- Cools, Bernard (2022), « Presse quotidienne belge : passé, présent et futur économiques », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2552, p. 5-48.
<https://doi.org/10.3917/cris.2552.0005>
- Frisque, Cégolène (2013), « Multiplication des statuts précaires et (dé) structuration de l'espace professionnel », *Sur le journalisme, About journalism, Sobre jornalismo*, vol. 2, n° 2, p. 78-93.
- Givord, Pauline (2005). « Formes particulières d'emploi et insertion des jeunes ». *Économie et statistique*, 388(1), p. 129-143.
- Goyvaerts, Jana et al, (2026), « Media (De) concentration and editorial cross-media self-promotion: Evidence from Flanders », *Journalism Practice*, 20(1), 130-145.
<https://doi-org.ezproxy.ulb.ac.be/10.1080/17512786.2024.2340534>
- Hendrickx, Jonathan ; Ranaivoson, Heritiana , (2021). Why and how higher media concentration equals lower news diversity-The Mediahuis case. *Journalism*, 22(11), 2800-2815.
- Le Cam, Florence ; Libert, Manon ; Ménalque, Lise (2022), *Être femme et journaliste : enquête sociologique dans un monde au masculin*, Bruxelles: Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Lecrit, Nina ; Libert, Manon ; Le Cam, Florence ; Bersipont, Rémy (2025), *Evolution des médias belges d'information 2011-2025. Perspective socio-économique*, Bruxelles, LaPIJ, 207 p. <https://lapij.ulb.ac.be/rapport-sur-levolution-des-medias-belges-dinformation-2011-2025/>
- Libert, Manon ; Le Cam, Florence ; Domingo, David (2021), « Belgian journalists in lockdown: Survey on employment and working conditions and representations of their

role », *Journalism Studies*, vol. 23, N° 5-6, p. 588-610. <https://doi-org.ezproxy.ulb.ac.be/10.1080/1461670X.2021.1944280>

Libert, Manon (2019), *Carrières et conditions d'emploi et de travail des journalistes : Analyse des mutations dans la presse quotidienne belge francophone*, 174 (Vol. 174). Paris : Institut Universitaire Varenne.

Libert, Manon ; Le Cam, Florence ; Lethimonnier, Coralie ; et al. (2023), *Portrait des journalistes belges en 2023*. Gand : Academia Press.

Lits, Grégoire ; Standaert, Olivier (2024), *La diversité au sein de la profession de journaliste 2012-2023*. <https://www.ajp.be/diversite/#rech12>

Örnebring, Henrik (2018), « Journalists thinking about precarity: Making sense of the "new normal" », in *International symposium on online journalism*, vol. 8, n° 1, p. 109-127.

Petit Clémence ; Standaert, Olivier (2025), « Cartographie des médias d'information en Belgique francophone », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2641(16), 5-47.

Picard, Robert (2011), « Digitization and media business models ». *Mapping digital media : Digitization and media business models*, Open society foundations, https://www.academia.edu/download/30453464/OSF-Media-Report-Handbook_Digitization_and_Media_Business_Models-final-07-18-2011-WEB.pdf

Reinardy, Scott ; Zion, Lawrie ; Baines, Annalise (2021). « It's like dying but not being dead" U.S. newspaper journalists cope with emotional and physical toll of job losses », *Newspaper Research Journal*, vol. 42, n° 3, p. 364-378, <https://doi.org/10.1177/07395329211030577>

Sebbah, Brigitte ; Sire, Guillaume ; Smyrnaioi, Nikos (2020), « Journalisme et plateformes : de la symbiose à la dépendance », *Sur le journalisme, About journalism, Sobre jornalismo*, vol. 9, n° 1, p. 6-11.

Shim, Hoshik; Lee, Jinhwan; Park, Young Soo (2025), « Watching Ad or Paying Premium: Optimal Monetization of Online Platforms», *Journal of Theoretical and Applied Electronic Commerce Research*, 20(4), 347. <https://doi.org/10.3390/jtaer20040347>

Smyrnaioi, Nikos (2023), « La concentration des médias contre la démocratie », *La vie des idées*, p.1-8.

Smyrnaioi, Nikos (2025), *L'espace public sous l'emprise du capital. De la presse bourgeoise aux géants de la Silicon Valley*, Paris : Editions du bord de l'eau, Coll. Documents.

Sonnac, Nathalie (2023), *Le nouveau monde des médias : une urgence démocratique*, Paris : Odile Jacob.

Sonnac, Nathalie (2013), « L'écosystème des médias. Les enjeux socioéconomiques d'une interaction entre deux marchés », *Communication. Information médias théories pratiques*, vol. 32, n° 2.

Standaert, Olivier ; Mertens, Stefan ; D'haenens, Leen ; Grevisse Benoît (2019), *Analyse stratégique de la situation actuelle et de l'avenir des diffuseurs de presse indépendants* ; SPF Economie, <https://dial.uclouvain.be/pr/boreal/object/boreal:224528>.

Standaert, Olivier (2016), *Le journalisme flexible. Trajectoires d'insertion, identités professionnelles et marché du travail des jeunes journalistes de Belgique francophone*, Bern: Peter Lang.

Van Leuven, Sarah ; Raeymaeckers, Karin ; Libert, Manon ; Le Cam, Florence et al. (2018). *Portrait des journalistes belges en 2018*. Gand : Academia Press.

Zion, Lawrie, et al. "Working for less: The aftermath for journalists made redundant in Australia between 2012 and 2014." *Communication Research and Practice* 2.2 (2016): 117-136.

Corpus de références professionnelles

- AGJPB et AJP (2007, juillet), *Memorandum aux membres des assemblées parlementaires et des gouvernements*. In : <https://www.ajp.be/telechargements/memorandum2007.pdf>, p.9.
- AJP (2011, 14 décembre), « Licenciements en pagaille dans le secteur des médias ». In : <https://www.ajp.be/licenciements-en-pagaille-dans-le-secteur-des-medias/>
- Belga (2024), *Jacqueline Galant veut supprimer la moitié des télé locales*. 26 novembre, Télépro, édition du 26/11/2024 [en ligne], <https://www.telepro.be/actu/tv/jacqueline-galant-veut-supprimer-la-moitie-des-teles-locales/>
- Bréban, François (2021, 8 juillet), « Un RTL 2,0 dans un marché consolidé », *Trends-Le Vif*, p. 28.
- BX1 (2026, janvier), « Le personnel de BX1 solidaire avec TV Lux après une vague de licenciements », BX1. <https://bx1.be/categories/news/le-personnel-de-bx1-solidaire-avec-tv-lux-apres-une-vague-de-licenciements/>
- Cloot, Amandine (2015, 2 mars), « Quand on gère, il n'y a pas d'esprit de famille », *Le Soir*, p.35.
- CSA (2023), « Monitoring Media pluralism. Application du MEDIA PLURALISM MONITOR en Fédération Wallonie-Bruxelles », <https://www.csa.be/124947/le-csa-publie-son-evaluation-du-pluralisme-des-medias-en-fw/>
- CSA (2021), « Impact de la crise du Coronavirus sur le secteur audiovisuel belge francophone », https://www.csa.be/wp-content/uploads/2021/03/IMPACT-du-COVID_Fev2021_Rapport-complet.pdf
- Deloitte (2021), *Étude dynamique et évolutive du marché publicitaire belge francophone*, Fédération Wallonie-Bruxelles, https://www.culture.be/go/index.php?eID=tx_nawsecuredl&u=0&g=0&hash=484296c69360bb65a58993dd117b01efc23cd58d&file=fileadmin/sites/culture/upload/culture_super_editor/culture_editor/documents/Audiovisuel_cinema/202105_-_FWB_-_Etude_Pub_-_Rapport_final.pdf
- Dumont, Jean-François, (07-08/2014), « RTBF : un accord pour limiter le nombre d'emplois précaires ». *Journalistes*, p. 3.
- Gautier, Flavie (2017, 20 octobre), « Les salariés de RTL votent un préavis de grève », *Le Soir*, p. 22.
- Imagine (2025), Dossier spécial. <https://kiosque.imagine-magazine.com/digital/la-concentration-des-medias-dans-le-viseur-europeen/>
- J.T. (07-08/2024), « Droits d'auteurs : un retour au 50/50 pour (certain·es) journalistes indépendant·es », *Journalistes*, 263.
- La Libre (2017, 17 septembre), « La restructuration qui secoue les couloirs de RTL. Les questions d'un « plan de transformation » qui fait mal », p. 4.
- L'Avenir (2022), « Les médias numériques réclament leur part de subsides », édition du 19 décembre 2022, p. 13.
- L. D (12/2012), « Le Soir se lève », *Journalistes*, 143, p.2.
- L'Écho (2020, 11 novembre), « Restructuration enclenchée chez Sudpresse, le Vlan principalement touché ». In : <https://www.lecho.be/entreprises/media-marketing/restructuration-enclanchee-chez-sudpresse-le-vlan-principalement-touche/10264424.html>
- Munster Jean-François (2013, 7 novembre), « Grosse restructuration dans la presse flamande », In *Le Soir*, p. 17.
- Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles (2024), *Décret relatif au soutien à la presse écrite périodique non commerciale*,

https://gallilex.cfwb.be/sites/default/files/imports/52405_000.pdf
Petit, Cédric (2025, décembre), « Rossel-IPM : l'accord de fusion est signé », *Le Soir*.
<https://www.lesoir.be/717498/article/2025-12-17/rossel-ipm-laccord-de-fusion-est-signé>
Poucet, Sarah (2025, décembre), « Journalistes licenciés : "On peut parler d'une hécatombe généralisée" », RTBF.be, <https://www.rtbef.be/article/journalistes-licenciés-on-peut-parler-d-une-hecatombe-generalisee-11651380>
Royen Marie-Cécile (2017, 27 octobre), « L'Avenir sous pression ». In *Le Vif*, p. 11.
Sacré, Jean-François (2024). « L'avenir de la presse ne se joue plus dans les boîtes aux lettres », *L'Echo*, édition du 19 juin 2024), [en ligne],
<https://www.lecho.be/opinions/edito/l-avenir-de-la-presse-ne-se-joue-plus-dans-les-boites-aux-lettres/10552189.html>
Sacré, Jean-François et Belga. (2023, 28 septembre), « Nouveau plan d'économies aux Éditions l'Avenir » In : <https://www.lecho.be/entreprises/media-marketing/nouveau-plan-d-economies-aux-editions-de-l-avenir/10495747.html>
Schiffrin, Anya ; Clifford, Hannah & Tumiatti, Kylie, (2021). *Saving journalism: A vision for the post-covid world*. Washington, DC: Konrad Adenauer Stiftung.
Simonis, Martine (03/2021), « Épuisement et congés : fin du conflit au Soir », *Journalistes*, 234, p.2.
Simonis, Martine (12/2012), « Le précompte est maintenu à 15 % », *Journalistes*, p.14.
Statbel (2024), *Enquêtes sur les forces de travail 2023*. In : <https://statbel.fgov.be/fr/themes/emploi-formation/marche-du-travail/emploi-et-chomage#figures>
Tobitt, Charlotte. (2025, 6 janvier). Around 4,000 journalism job cuts made in UK and US in 2024. In : <https://pressgazette.co.uk/publishers/journalism-job-cuts-2024/>
Vandevenne Jean (2017, 11 septembre), « 1 emploi sur 8 serait menacé à RTL Belgique », In : <https://www.telepro.be/actu/tv/1-emploi-sur-8-serait-menace-a-rtl-belgique/>